

Salaire National de Base – Avancements au choix : Les syndicats passent à l'offensive

Une nouvelle fois, dans le prolongement de l'initiative FO de décembre dernier, les fédérations se sont réunies. Elles ont constaté l'autisme persistant des syndicats Patronaux UFE et UNEmIG face à la demande forte et unanime de réouverture des négociations salariales.

Du reste, cet autisme des syndicats d'employeurs s'est confirmé lors de la Commission Paritaire de Branche, instance de négociation de la Branche des IEG. Ainsi, en vue de marquer notre volonté syndicale de faire de la question du pouvoir d'achat une priorité dans le dialogue social, l'ensemble des délégations a quitté la séance.

FO dénonce le manque de loyauté de cette parodie de négociation

En effet, les électriciens et gaziers méritent mieux que les 0,8 % d'augmentation octroyés par les employeurs. Alors que l'inflation – officielle – prévue est de 1,75% pour 2013.

C'est donc «tous ensemble» que la demande a été portée, ce jour, en cette commission afin d'exiger la réouverture des négociations sur le Salaire National de Base.

Pour FO, si l'augmentation générale des salaires est une priorité, il n'est nullement question de passer en «pertes et profits» le deuxième levier statutaire (avancements individuels au choix). Celui-ci permet non seulement de maintenir le pouvoir d'achat, mais aussi de valoriser les efforts et investissements de chacune et chacun.

Pour FO, concernant les avancements «au choix», le compte n'y est pas non plus !

Dans ce domaine les responsabilités sont partagées entre Branche et Entreprises.

FO considère, en effet, que les négociations doivent être poursuivies dans chacune des entreprises. En outre, les taux d'avancements ne doivent pas être assujettis aux critères financiers, pour ne pas dire Boursiers, comme c'est le cas cette année d'une manière encore plus accrue.

Pour FO, les taux doivent s'aligner sur les besoins de reconnaissance exprimés à la fois par les agents, mais aussi de manière forte par leurs hiérarchies.

Pas de reconnaissance sans notre mobilisation !

Mais en faire le constat ne suffit pas. C'est pourquoi FO garde l'initiative, en proposant une pétition. Cette action vise à mettre en débat les voies et moyens de corriger l'injustice en matière de partage des richesses créées. Pour FO cette pétition doit conduire à l'organisation d'une mobilisation des agents afin de peser concrètement sur les décisions des syndicats d'employeurs.

Cette pétition portée aux employeurs à la prochaine CPB, le 7 février prochain, doit être une étape dans l'expression du mécontentement. En plus de cette initiative, FO est porteur d'une proposition d'un mouvement national et unitaire le 26 février prochain.

Prochaine CPB le 7 février 2013